

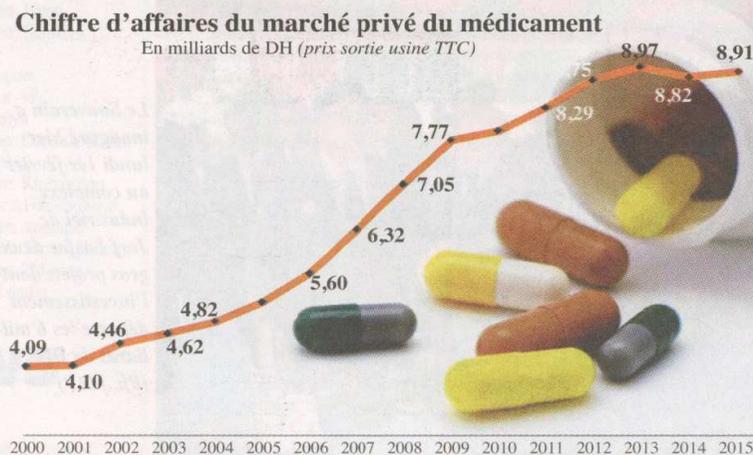
## Industrie pharmaceutique

# La consommation des médicaments n'évolue pas

• Malgré la baisse des prix de 2.500 produits

• Le marché devrait reprendre vigueur dès cette année

«**E**TONNANT!», déclare d'emblée Abdelmajid Belaïche, directeur général de l'Association marocaine de l'industrie pharmaceutique (AMIP). Les chiffres du marché privé du médicament ont fait quasiment du surplace en 2015 (c'est le compartiment le plus important du marché du médicament). La baisse des prix qui a touché environ 2.500 produits pharmaceutiques, n'a finalement pas eu l'effet escompté sur le chiffre d'affaires. En valeur, le marché a atteint 8,91 milliards de DH en 2015 contre 8,82 milliards un an plus tôt, soit une petite hausse de 0,9%. Sauf que le niveau reste inférieur à celui enregistré en 2013 (8,97 milliards de DH). La même stagnation est



*Le chiffre d'affaires du marché privé du médicament a atteint 8,91 milliards de DH en 2015 contre 8,82 milliards un an auparavant. Cette baisse est attribuée à la réduction des prix de plus de 2.500 médicaments. Les unités vendues ont connu une augmentation de 2,4% en une année, mais restent largement inférieures aux attentes du marché*

à relever sur le volume. Théoriquement, la baisse des prix devrait propulser les ventes (volumes), mais rien ne s'est passé comme

prévu. Il faut dire que depuis l'annonce de la réforme des prix du médicament, certains opérateurs se sont abstenus de s'approvisionner de peur d'être pénalisés par des stocks dévalués. Mais depuis la publication du décret sur les nouveaux tarifs et les garanties de remboursement données aux officinaux, la situation s'est depuis inversée.

En 2015, il s'est vendu 324,7 millions d'unités contre 317,2 millions en 2014, représentant une augmentation de 2,4% par rapport à l'année précédente. «On est loin des évolutions à deux chiffres qui ont marqué les deux dernières décennies», remarque Belaïche. Pour le DG de l'AMIP, la situation est la conjonction de plusieurs facteurs. Le premier est culturel où certains Marocains ont toujours recours à la médication traditionnelle. La seconde –la plus

plausible- est d'ordre économique. Pour les ménages à faible pouvoir d'achat, le prix des médicaments représente un obstacle rédhibitoire. Surtout qu'avec le système de couverture sociale actuelle (caractérisé par la lenteur des délais de traitement et des remboursements), les usagers sont amenés tôt ou tard à abandonner les soins.

Selon les données de l'Association, la consommation moyenne de médicaments par tête d'habitant en 2015 a été de 415 DH par an contre 413 DH en 2013. Une évolution peu significative puisque le calcul de ce ratio se basait principalement sur une projection de la population avant d'être corrigé en 2014, suite aux résultats du dernier recensement. Les Marocains consomment seulement 9,3 boîtes par an. Ce qui reste relativement faible comparé aux économies développées (La France, par exemple consomme 48 boîtes/hab/an). «Le secteur est vraiment malade», poursuit le DG de l'AMIP. Mais, l'industrie pourrait reprendre vigueur cette année. Le lancement de l'assurance maladie obligatoire dédiée aux étudiants à partir de la rentrée 2015-2016 devrait stimuler les ventes du marché privé. Et ce en attendant le texte sur la couverture médicale des indépendants. «On espère que ce projet se concrétise dès cette année pour dynamiser le marché», avance Belaïche.

Ceci dit, l'Etat promet de poursuivre sa réforme de la politique nationale du médicament et de la santé. En attendant que la vision industrielle du secteur se mette en place d'ici le 1er trimestre 2016. □

A.Lo

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com